La pression internationale contre Laurent Gbago s'accentue

- Et en Afrique, on dit quoi ? - Côte d'Ivoire - Elections présidentielles 2010 -

LeMonde.fr avec AFP et Reuters | 17.12.10 | 13h06 " Mis à jour le 17.12.10 | 20h51

"Le temps presse" : le message du porte-parole du département d'Etat américain, qui a estimé vendredi 17 décembre, qu'il était temps que Laurent Gbagbo renonce au pouvoir en Côte d'Ivoire, est venu accentuer une pression internationale de plus en plus forte. L'ONU, la Cédéao, l'Union européenne et la France, notamment, ont sommé le président ivoirien sortant de céder très rapidement le pouvoir à son rival Alassane Ouattara, qui est reconnu vainqueur de l'élection présidentielle par la communauté internationale.

Dans le cas contraire, les Etats-Unis se sont dits "prêts" à prendre "des sanctions ciblées, individuellement, en tant que pays et de concert avec nos partenaires, contre le président Gbagbo, sa famille immédiate et le cercle de ses proches s'il devait continuer à revendiquer illégitimement le pouvoir".

"CE QUI SE PASSE EST PARFAITEMENT INADMISSIBLE"

Nicolas Sarkozy a également haussé le ton, vendredi, menaçant d'inscrire Laurent Gbagbo sur la liste des personnes visées par des sanctions de l'Union européenne. "Laurent Gbagbo et son épouse ont leur destin entre leurs mains. Si avant la fin de la semaine il Laurent Gbagbo n'a pas quitté le poste qu'il occupe en violation de la volonté du peuple ivoirien, ils seront nommément sur la liste des sanctions", a déclaré le président français lors d'une conférence de presse en marge d'un sommet européen à Bruxelles.

"Ce qui se passe en Côte d'Ivoire est parfaitement inadmissible (...), des élections ont eu lieu, sous le contrôle des Nations unies, elles ont été validées par les Nations unies. Mieux, la totalité des Etats africains ont reconnu l'élection d'Alassane Ouattara", a décrit M. Sarkozy. "En violation de la volonté du peuple ivoirien, qui avait déjà été privé d'élection pendant dix ans, M. Gbagbo se maintient au pouvoir, ses partisans tirent, il y a eu des morts dans les rues d'Abidjan hier, c'est un scandale", a martelé le président français.

"C'est à lui [Laurent Gbagbo] de choisir quelle est l'image qu'il veut laisser dans l'Histoire. S'il veut laisser l'image d'un homme de paix, il est encore temps mais le temps presse et il doit partir", a-t-il insisté. "Ou est-ce qu'il veut laisser l'image de quelqu'un qui a tiré sur des civils parfaitement innocents ? Et, dans ce cas-là, il y a des juridictions internationales et une cour pénale [internationale]. Le procureur [de la CPI] a lui-même indiqué qu'il regardait de très près la situation et que ceux qui avaient fait tirer auraient à en rendre compte", a poursuivi M. Sarkozy.

"Il n'y a pas d'autre possibilité pour M. Gbagbo que de quitter à bref délai un pouvoir qu'il usurpe", a-t-il estimé, indiquant que sa position était partagée par l'Union européenne, le Conseil de sécurité des Nations unies et les Etats-Unis. Interrogé sur la situation des ressortissants français en Côte d'Ivoire, Nicolas Sarkozy a répondu "nous veillons à leur sécurité", sans donner plus de détails. "Le souci, c'est que les Ivoiriens aient le droit d'avoir le président qu'il ont élu, c'est cela qui compte et c'est cela que nous essayons de faire mettre en oeuvre", a-t-il conclu.

UNE "PARODIE DE DÉMOCRATIE"

Selon des sources diplomatiques à Bruxelles, l'UE prépare une liste de dix-huit ou dix-neuf noms, essentiellement des proches de Laurent Gbagbo, qui seront l'objet de sanctions comme un gel d'avoirs et des restrictions de visas.

Le placement du dirigeant ivoirien lui-même sur la liste fait encore débat jeudi, selon des diplomates européens. Cette liste devrait être décidée lundi prochain par les représentants permanents des vingt-sept gouvernements européens, selon ces diplomates.

Des déclarations dans la lignée de celle du secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, qui a prévenu que le maintien au pouvoir de Laurent Gbagbo en Côté d'Ivoire conduirait à une "parodie de démocratie". Il a également mis en garde contre toute attaque des troupes des Nations unies présentes sur place. "Les efforts de Laurent Gbagbo et de ses partisans pour rester au pouvoir et se moquer de la population ne pourront être tolérés", a ajouté le chef de l'ONU.

Alassane Ouattara doit être autorisé à entrer en fonctions après sa victoire lors du scrutin du 28 novembre, a dit M. Ban lors d'une conférence presse, ajoutant que "toute autre solution serait une parodie de démocratie et de l'état de droit". M. Ban a également mis en garde contre toute tentative de s'en prendre aux forces de l'ONU présentes en Côté d'Ivoire, dont un contingent de huit cents hommes protège l'hôtel du Golf, qui sert de quartier général aux partisans de M. Ouattara. "Laissez-moi le dire clairement et directement : toute tentative d'obstruction des opérations de l'ONU ou de blocage de l'hôtel du Golf est totalement inacceptable", a insisté le secrétaire général des Nations unies.

Enfin, la Cédéao (Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest) a également demandé, vendredi et par écrit, à Laurent Gbagbo de transférer "immédiatement" le pouvoir au "président élu" Alassane Ouattara.

Encadré : L'UE appelle l'armée ivoirienne à se placer sous l'autorité d'Alassane Ouattara

Dans une déclaration adoptée à l'issue d'un sommet à Bruxelles, les dirigeants des pays de l'Union européenne appellent "tous les dirigeants ivoiriens, tant civils que militaires, qui ne l'ont pas encore fait à se placer sous l'autorité du président démocratiquement élu, Alassane Ouattara".

Les chefs d'Etat et de gouvernement rappellent que le procureur de la Cour pénale internationale, Luis Moreno-Ocampo, a prévenu qu'il engagerait des poursuites contre quiconque serait responsable de violences meurtrières en Côte d'Ivoire. Et ils réaffirment "la détermination de l'UE à prendre des mesures ciblées contre ceux qui voudraient continuer à empêcher le respect de la volonté exprimée par le peuple ivoirien".